



Résumé – Débat Climate Chance 3

« USAGE DES SOLS »

Intervenants :

- **Marie-Ange Kalenga**, Conseillère Forêts, Gouvernance et Développement au FERN
- **Angelina Davydova**, Directrice de l'Office of Environmental Information
- **Florence Palla**, Coordinatrice projet Renforcement et institutionnalisation de l'Observatoire des forêts d'Afrique centrale (RIOFAC), Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale (OFAC)
- **Roman De Rafael**, Expert marchés du carbone, EcoAct

Modéré par Aude Valade, chercheuse au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), co-auteurice de la section « Usage des Sols ».

Le Bilan mondial de l'action climat par secteur a été publié la première semaine de décembre et est disponible en [Français](#) et en [Anglais](#). Une série de **"Débats Climate Chance"**, pour analyser les tendances clés de chaque secteur, a eu lieu du 1^{er} au 4 décembre (tous les enregistrements sont disponibles [ici](#)).

Vous pouvez retrouver la section du Bilan dédiée au secteur Usage des sols p. 222.

Points clés des interventions :

L'Observatoire Climate Chance dresse un Bilan mitigé des années 2019-2020 dans le secteur de l'Usage des Sols. Les engagements mondiaux de lutte contre la déforestation fixés pour 2020 ne sont pas atteints. A l'inverse, la gestion communautaire des forêts prouve son efficacité.

Angelina Davydova a présenté le secteur forestier et la séquestration du carbone en Russie, en évoquant également la compensation carbone et le rôle des acteurs privés - où il existe un risque de greenwashing. Elle a souligné la nécessité de repenser les politiques forestières et les pratiques de plantation.

Roman de Rafael a parlé de l'impact de la crise sanitaire sur les objectifs de compensation carbone du secteur de l'aviation, et de la dynamique du marché volontaire dans les autres secteurs. D'autres détails de la compensation et de l'échange de carbone, avec une relation spécifique aux forêts et à la biodiversité, ont également été discutés. Roman a insisté sur l'importance des approches multi-acteurs.

Marie-Ange Kalenga a parlé des impacts de la crise Covid sur les forêts, en particulier en Afrique centrale, et a mis en lumière l'importance des approches participatives et communautaires en matière de foresterie. Bien que les approches basées sur la nature et les espaces de conservation soient importantes, elles doivent être inclusives et ne pas mener à un accaparement des terres.

Florence Palla a insisté sur l'alignement des programmes relatifs au climat, à la biodiversité et à la désertification. Elle a également souligné le rôle joué par les communautés locales.



CLIMATE
CHANCE

Résumé

Les Grands Enseignements du Bilan de l'Observatoire Climate Chance, présentés par Aude Valade, chercheuse CIRAD et co-auteurice de la section « Usage des Sols » :



Bilan de l'action climat par secteur

GRANDS ENSEIGNEMENTS 2020

USAGES DES SOLS

- 1** Tous les rapports d'avancement convergent vers la même conclusion : les engagements mondiaux de lutte contre la déforestation fixés pour 2020 ne sont pas atteints et les indicateurs des émissions du secteur sont dans le rouge : 6,2 GtCO₂ émis par l'usage des terres en 2019 contre 5,5±2,7 GtCO₂, en moyenne entre 2009-2018. Plutôt que de diminuer de moitié en 2020 comme voulu par la Déclaration de New York, la déforestation a augmenté de 44 % entre 2014 et 2018. Au Sahel, le projet de Grande muraille verte lancé en 2007 est très loin de ses objectifs et a dû faire évoluer son approche.
- 2** La surface forestière continue d'être menacée à plusieurs égards : la forêt primaire tropicale a connu sa 3^e année la plus destructrice depuis 2000, tandis que les feux de forêts battent des records en 2019, jusqu'à 6,7 GtCO₂, soit 15 % des émissions annuelles globales. La régénération naturelle des forêts recule devant l'anthropisation des forêts et les plantations d'espèces introduites.
- 3** 40 % des entreprises les plus influentes dans les secteurs à risque de déforestation et 68 % du secteur financier n'ont aucun engagement contre la déforestation, et faibles sont les résultats des engagements volontaires. Partout, les entreprises, gouvernements locaux voire nationaux (Turquie, États-Unis, Arménie, Pakistan...) projettent dans la reforestation et l'afforestation leurs espoirs de compensation de leurs émissions pour avancer vers la neutralité carbone. Mais l'efficacité de ces projets parfois pharaoniques reste suspendue à la bonne gestion de long terme des espaces plantés, comme en témoigne l'échec turc.
- 4** À l'inverse, la gestion communautaire des terres et des forêts prouve son efficacité pour réduire la dégradation des sols et la déforestation illégale, tout en appliquant les cultures et pratiques locales aux objectifs de protection des espaces forestiers. Des communautés autochtones, comme en Équateur, ont remporté de francs succès devant les tribunaux pour faire arrêter de grands projets contribuant à l'artificialisation des sols.
- 5** La pandémie de Covid-19 a profondément désorganisé les efforts de protection des forêts, et partout des témoignages fleurissent sur la recrudescence des coupes illégales. La nature zoonotique de la maladie, en soulignant l'effondrement des frontières naturelles entre espèces, a malgré tout contribué à replacer le concept One Health au premier plan des réflexions sur la convergence des agenda des conventions climat, biodiversité et désertification qui encadrent la coopération environnementale internationale.



- **Angelina Davydova**, Office of Environmental Information

Question: La compensation carbone a gagné en popularité dernièrement. Le secteur privé montre des signes d'engagements, mais peine à transformer les paroles en action. Comment faire pour que la compensation carbone ne tombe pas dans le greenwashing ?

En Russie, les émissions ont diminué au cours des 20 dernières années, principalement en raison du déclin de l'industrie. La Russie a rejoint l'Accord de Paris l'année dernière, et a soumis ses premières NDC (Contributions Déterminées au niveau Nationales), mais qui ne sont pas ambitieuses. Ces NDC prévoient une baisse de 30 % des émissions par rapport à 1990 mais si l'on prend en le secteur UTCAF (Utilisation des Terres, Changements d'Affectation des sols, Foresterie), cela pourrait mener à une hausse des émissions.

Le secteur de la sylviculture et de l'UTCAF jouent un rôle très important, en séquestrant 20 % des émissions globales. Deux grands défis pour le secteur forestier : les incendies de forêt et l'exploitation illégale des forêts.

Dans le secteur privé, peu d'entreprises russes ont pris des engagements, aucune réglementation nationale sur le carbone, la législation prend du temps à se mettre en place. Les entreprises forestières essaient d'avoir des objectifs, beaucoup d'entre elles travaillent pour avoir des certifications comme le FSC. La plupart d'entre elles semblent être plus durables et plus transparente aujourd'hui qu'auparavant. Mais l'exploitation forestière illégale est un problème, surtout dans les régions proches de la Chine - souvent par de petites entreprises, et il est difficile d'estimer les chiffres.

La compensation des émissions par le reboisement gagne en popularité et il existe un risque de greenwashing. Par exemple des entreprises essaient de peser sur les méthodologie de comptage des émissions des forêts.

- **Roman De Rafael**, EcoAct

Question: Le secteur de l'aviation, qui commençait à prendre de nombreux engagements de compensation carbone, a été durement impacté par la crise sanitaire. Comment est-ce que cela a modifié le marché de la compensation ?

En ce qui concerne l'aviation, le secteur s'était fixé des objectifs dans le cadre du programme Corsia. Le déclin de près de 80 % du transport de passagers dans certains aéroports pendant le premier semestre 2020 et les dégâts sociaux que cela a engendré montre que la transition environnementale doit se préparer pour ne pas être subie. Avant le Covid, l'aviation avait décidé de créer un système réglementé de compensation carbone, avec des normes et des certifications bien définies. Son objectif était de compenser toutes les émissions supplémentaires à son scénario de référence (2020). Suite au Covid, l'OACI (Organisation de l'Aviation Civile Internationale) a modifié le scénario de référence en reportant de 3 ans la demande de crédits carbone de ce secteur, qui allait être importante et qui avait le mérite de pouvoir déclencher et financer des projets au sol, malgré des objectifs peu contraignants. Donc net recul.

En revanche, sur les autres secteurs, la dynamique des marchés volontaires est importante et se poursuit, contrairement à la crise de 2008 où toutes les démarches environnementales avaient été stoppées.

De plus, des systèmes de quotas d'émissions se mettent en place dans certains pays (Colombie, Canada, Chine, etc.) où les entreprises peuvent réduire leurs taxes en achetant des crédits carbone dans des projets concrets certifiés. Nous sommes peut-être au point de basculement



qui permettra à ces mécanismes d'être repris à grande échelle. Pour le moment, on est à 160 millions de dollars par an consacrés à la compensation carbone, c'est beaucoup trop peu.

- **Marie-Ange Kalenga, FERN**

Question : Comment décupler le potentiel de la gestion communautaire des forêts ?

La crise du Covid a montré une certaine vulnérabilité de la gestion des forêts. En Afrique centrale en particulier, il y a eu une sorte de ruée vers les forêts, avec une pression accrue des activités d'exploitation forestière illégale.

Concrètement, on trouve des exemples de réussites de gestion communautaire des forêts en Tanzanie, au Guatemala ou au Népal, mais ils ne sont pas encore généralisés. Il y a une volonté, comme par exemple dans le Bassin du Congo où les pays ont montré une volonté politique d'accroître ce mode de gestion communautaire des projets forestiers, en l'intégrant dans certaines NDCs par exemple, dans certains contrats de partenariat avec l'UE, ou encore dans la "feuille de route de Brazzaville" pour le reboisement participatif afin de décupler les financements et l'appui technique à la foresterie communautaire.

Il existe des obstacles, notamment en matière de gouvernance, et les législations présentent parfois des lacunes. En République Centrafricaine, toutes les terres sont utilisées pour l'exploitation forestière ou pour la conservation : il ne reste pas grand-chose pour les communautés.

De nombreux pays se sont engagés à utiliser la gestion communautaire pour réduire la pauvreté, mais cela doit être accompagné d'investissements. Pour cela, il faut faire appel à l'UE et à d'autres pays qui ont des partenariats avec des pays en développement où la majorité des terres sont occupées par des communautés indigènes mais sans sécurité foncière... Il faut que ces pays partenaires intègrent dans leurs plans de relance verts post-Covid des éléments permettant de renforcer la résilience et les moyens de subsistance des communautés, et aborder en premier lieu la question des droits fonciers et de propriété des communautés sur leurs terres.



"Nous ne pourrions pas développer la gestion communautaire sans surmonter ses obstacles liés à la gouvernance et à la législation qui donne peu de terres aux communautés et peu de protection aux populations indigènes propriétaires de terres."

En Afrique Centrale, l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (CAFI) entend accompagner les gouvernements dans une planification plus intégrée et durable de l'aménagement du territoire :



dans le cadre de cette initiative, les communautés locales ont la possibilité de faire entendre leurs droits pour sécuriser leurs droits fonciers.

Le rôle de tous les acteurs est important. Les ONG ont non seulement un rôle d'accompagnement, mais aussi un rôle de contrôle pour veiller à ce que la législation soit respectée afin que la loi sur les forêts communautaires ne reste pas lettre morte et devienne une réalité.

Question: Est-ce que des initiatives comme le CAFI ou la Grande Muraille Verte peuvent permettre d'attirer les investisseurs et permettre à l'action pour les forêts de changer d'échelle ?

Oui, des instruments tels que le CAFI ou la Grande Muraille Verte peuvent avoir un effet de levier politique, mais aussi financier puisqu'il s'agit de partenariats entre les gouvernements du Nord et du Sud. Des mécanismes plus contraignants pour lutter contre la déforestation apparaissent à l'étranger : le pacte vert de l'UE, par exemple, vise à canaliser l'énergie publique et privée pour mieux protéger la nature à l'étranger et réduire la déforestation importée.

- **Roman De Rafael**, EcoAct

Question: Est-ce que ces initiatives peuvent permettre d'attirer les investisseurs et permettre à l'action pour les forêts de changer d'échelle ?

"La compensation carbone ne doit pas être une béquille de l'engagement des États : obligations de reporting sur la chaîne de valeur, normes sur les produits importés... doivent précéder les mesures de compensation fondées sur la nature car les contextes politiques sur le terrain ne sont pas simples."



Oui, la compensation carbone ne doit pas être une béquille de l'engagement des États : obligations de reporting sur la chaîne de valeur, normes sur les produits importés... doivent précéder les mesures de compensation fondées sur la nature car les contextes politiques sur le terrain ne sont pas simples.

Le projet REDD+ est entré dans une logique juridictionnelle pour accompagner le secteur privé à faire de la compensation carbone : mais d'autres financements sont attendus sur le terrain, comme le Fonds vert pour l'environnement.

- **Florence Palla**, OFAC

Question: Comment la convergence entre les agendas climat et biodiversité va pouvoir changer la donne ?



Le climat et la biodiversité sont au cœur de notre projet RIOFAC. L'agenda 2020 est chamboulé à cause de la pandémie, tout ce retard dans le calendrier fait réaliser que les agendas du climat, de la biodiversité et de la désertification doivent être alignés.

En Afrique centrale, la transhumance est un révélateur des changements climatiques et de leur alignement avec les problèmes de biodiversité et de désertification.

De nouveaux programmes émergent et intègrent les questions climatiques et de biodiversité (par exemple « Green Deal » européen). Les défis sont énormes, car les enjeux liés au financement sont considérables. Les États doivent discuter de ces défis et les inclure dans leurs plans stratégiques.

La pandémie a interrompu la collecte de données, c'est un frein à la création d'une image claire de l'état d'avancement de l'alignement des problématiques climat et biodiversité.

Les communautés locales ont un rôle énorme à jouer - exemples du Congo, du Cameroun, dans l'amélioration de la gestion communautaire et participative. La jeunesse se mobilise, et il ne s'agit pas seulement de planter des arbres, mais d'une véritable mobilisation.

Si la période post-2020 permet une synergie entre les agendas du climat, de la diversification et de la biodiversité, nous pourrions aller de l'avant.

- **Roman De Rafael**, EcoAct

Question: Est-ce que la synergie entre les agendas climat et biodiversité apparaît dans les projets de compensation ?

Oui. La relation entre le climat et la biodiversité est essentielle, tout comme l'inclusion des populations locales dans une approche multi-acteurs : un projet ne peut pas être certifié sans satisfaire à toute une série de critères à cet égard.

La transparence des projets permet de les critiquer : les projets sont en ligne.

- **Angelina Davydova**, Office of Environmental Information

Question: Quelle est la réaction aux feux de forêts en Russie ?



"Les dramatiques incendies de forêt de ces deux dernières années ont eu un impact majeur sur la prise de conscience climatique en Russie. Le changement climatique est là, nous en souffrons aussi. Les images de la Sibérie en train de brûler ont beaucoup changé autour du débat sur le climat dans le pays - au niveau politique mais aussi au niveau du public."



Les incendies de forêt ont eu un impact majeur sur la prise de conscience du changement climatique en Russie. Les images de la Sibérie en train de brûler ont beaucoup changé le débat sur le climat dans le pays. En revanche, les incendies de forêt se produisent souvent là où personne ne vit, et s'il n'y a pas de menace pour les établissements humains, ils ne sont pas traités de la même manière.

Les pays qui ont des forêts boréales comme la Russie doivent repenser leur politique forestière. Comment lutter contre les incendies, même dans les zones forestières inhabitées ? Dans d'autres cas où il y a beaucoup de populations- Australie et Californie ou Sibérie du Sud -, les incendies sont plus importants, les pertes sont énormes et obligent à changer la manière d'aborder le problème. Il faut repenser la sylviculture dans son ensemble, ce que nous plantons, la proximité de ces forêts et la manière dont la coopération internationale pourrait jouer un rôle.

- **Marie-Ange Kalenga, FERN**

On s'est rendu compte que les forêts les plus résistantes aux feux sont les plus anciennes, celles qui contiennent le plus de biodiversité. Tandis que les forêts de plantation sont plus vulnérables. Et aussi qu'en associant les communautés, il est possible de mettre en œuvre des moyens pour mieux prévenir ces feux.

En Afrique Centrale, il y a eu aussi beaucoup de feux cette année. Là encore, des méthodes de prévention et d'adaptation inclusives doivent émerger.

Les incendies de forêt obligent donc à réfléchir à deux aspects : la prévention, d'une part, et l'adaptation, d'autre part, toujours en concertation avec les communautés locales.

- **Florence Palla, Marie-Ange Kalenga**

Vie et humaine et vie sauvage doivent être traitées conjointement.

La stratégie de l'Union européenne en matière de biodiversité pour 2030 doit permettre d'atteindre une conservation de 30% dans ses programmes de développement : mais attention à ce que cela ne rime pas avec accaparement des terres des populations locales qui sont à la fois les moins responsables de la dégradation des terres et les occupants séculaires. Les solutions basées sur la nature ne doivent pas conduire à l'accaparement des zones forestières à des fins de compensation: elles doivent être inclusives et placer l'être humain au cœur de l'écosystème.

"Comment cohabiter, dans un contexte de conflit sur l'utilisation des terres ou de l'espace ? Les pratiques de conservation doivent coexister avec les habitats et les activités humaines : c'est ce que permet le concept de solution basée sur la nature. En ce sens, la coexistence est le mot clé."

